

Les soins psychiatriques sans consentement

Lorène GILBRIN

Amandine COURTIN

2 modes et 5 modalités

Soins psychiatriques sur décision du DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Soins sur demande d'un tiers « **Procédure normale** » = SPDT

Soins sur demande d'un tiers « **Procédure d'urgence** » = SPDTU

Soins sans demande de tiers et en cas de **péril imminent** = SPPI

Soins psychiatriques sur décision du PREFET

SPDRE Direct Préfet

SPDRE Maire

LA PROCÉDURE DE PRISE EN CHARGE DU PATIENT SUR DÉCISION DU DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

L'entrée dans les soins sans consentement

Les modes d'entrée:

- Soins sur demande de tiers en procédure normale
- Soins sur demande de tiers en urgence
- Soins en cas de péril imminent

L'entrée dans les soins sans consentement conditions communes

Motifs requis:

- Les **troubles mentaux** du malade rendent son **consentement impossible**

ET

- L'état mental du malade impose des **soins immédiats** assortis d'une surveillance médicale **constante** justifiant une hospitalisation complète, ou une surveillance médicale régulière justifiant une prise en charge sous la forme ambulatoire

Les conditions d'entrée en soins sur demande d'un tiers en cas de procédure normale

(Art. L3212-1 II 1° du CSP)

■ 2 certificats médicaux concordants circonstanciés datant de moins de 15 jours

- ° Le **premier certificat** est établi par un médecin qui n'est pas salarié de l'établissement d'accueil (exemple: médecin généraliste, urgentiste, etc.)
- ° Le **second certificat** peut éventuellement être rédigé par un médecin de l'établissement d'accueil

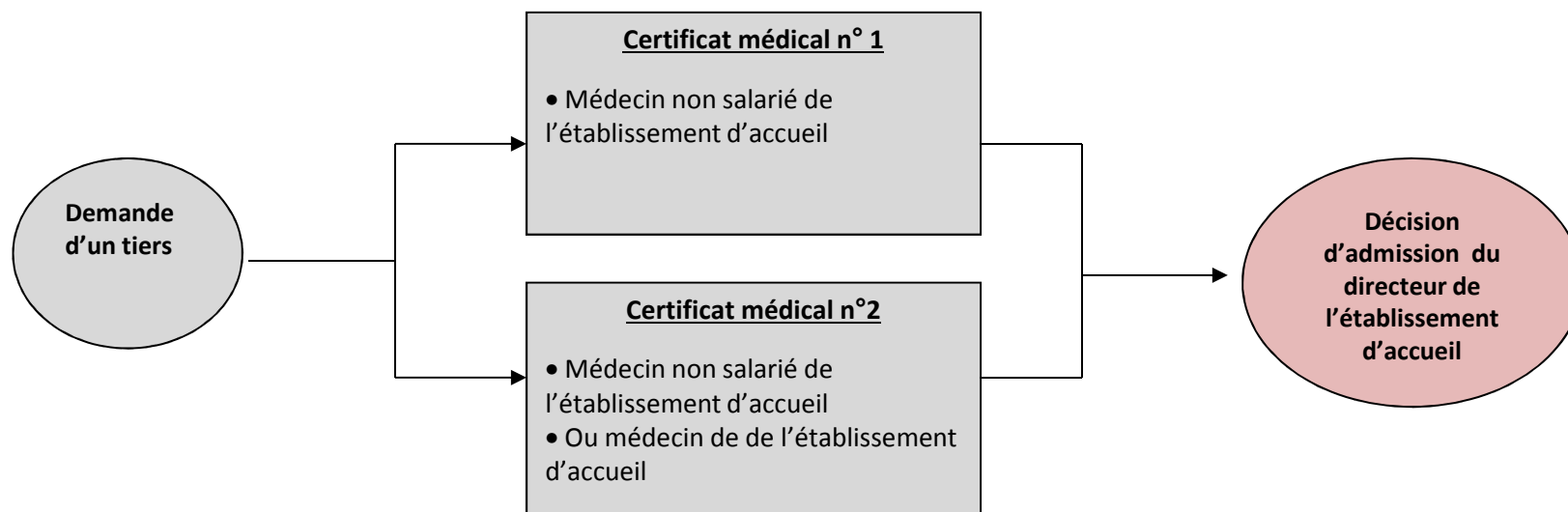
Les 2 médecins ne doivent être ni parents ni alliés entre eux, ni avec le directeur, ni avec le tiers, ni avec le patient

■ Une demande de tiers

- ° Rédigée **avant l'admission ou concomitamment à l'admission** (en aucun cas elle ne peut être datée après les certificats médicaux d'admission)

SPDT procédure normale

Article L 3212-1 II 1° CSP





SOINS PSYCHIATRIQUES SUR DEMANDE D'UN TIERS EN CAS DE PROCEDURE NORMALE PREMIER CERTIFICAT MEDICAL D'ADMISSION <small>Loi 2011-803 du 5 juillet 2011 modifiée par la loi du 27 septembre 2013 Art L3212-1-II-1° du Code de la Santé Publique</small>	Version 1
	Février 2017

Je soussigné(e), Docteur médecin exerçant à certifie avoir examiné ce jour,

☐ M. ☐ Mme

Nom : Nom de naissance :
Prénom : Né(e) le :
Lieu de naissance :
Domicilié(e) :

- Les troubles mentaux et les caractéristiques de la maladie du patient sont les suivants:

- Préciser en quoi l'état de santé du patient nécessite des soins immédiats assortis d'une surveillance constante en milieu hospitalier :

- Préciser pourquoi il est impossible pour le patient de donner son consentement aux soins :

Ses troubles rendant impossible son consentement, ☐ M. ☐ Mme doit être admis(e) à l'**Etablissement Public de Santé Mentale de la Vallée de l'Arve - 74800 - La Roche sur Foron**, conformément au 1^{er} du II de l'article L3212.1 du Code de la Santé Publique, dans le cadre de soins psychiatriques à la demande d'un tiers en cas de procédure normale.

A ma connaissance, je ne suis ni parent, ni allié, au quatrième degré inclusivement, ni du directeur de l'établissement d'accueil, ni du médecin ayant établi le second certificat, ni de la personne ayant demandé l'hospitalisation, ni du patient à admettre en soins.

Fait à :
Le : à heures

Signature (tampon + numéro RPPS)
NB : Ce premier certificat médical ne peut être établi que par un médecin n'exerçant pas dans l'établissement accueillant le malade.

Mentions obligatoires

Nom + Prénom du médecin
Lieu d'exercice du médecin

Identité complète du patient

Bien remplir les 3 points

Indiquer à nouveau le nom du patient

Lieu, date et heure
Signature, tampon et N°RPPS

Les conditions d'entrée en soins sur demande d'un tiers en cas de procédure d'urgence

(Art. L3212-3 du CSP)

■ Une demande de tiers rédigée avant l'admission ou concomitamment à l'admission (en aucun cas elle ne peut intervenir après)

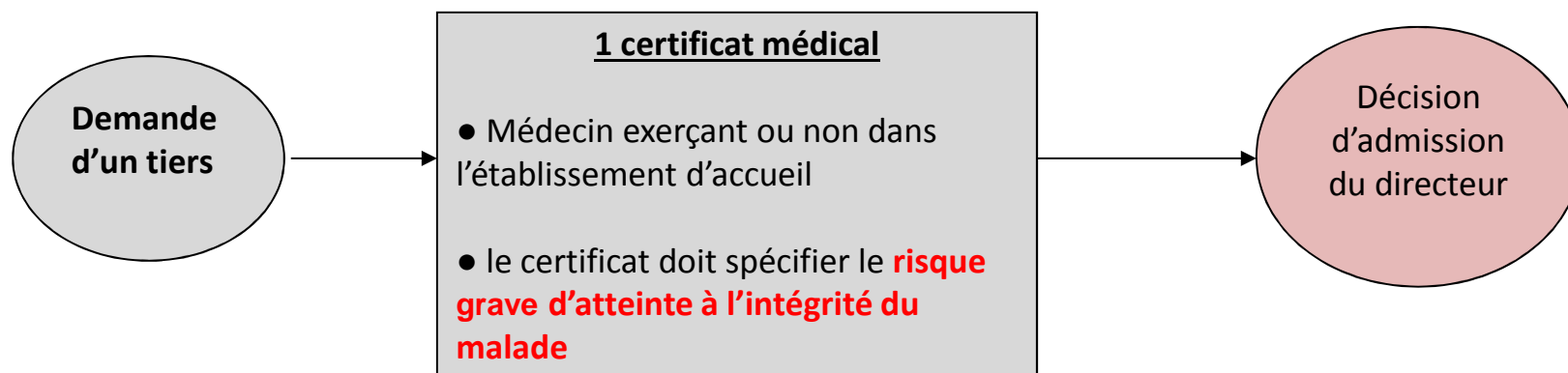
■ Un seul certificat médical émanant d'un médecin salarié ou non de l'établissement d'accueil

Motif spécifique pour utiliser cette procédure d'urgence: préciser dans le certificat médical le risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade

Exemple: tentative de suicide ⇒ décrire les faits

SPDT procédure d'urgence

Article L 3212-3 CSP





	SOINS PSYCHIATRIQUES SUR DEMANDE D'UN TIERS EN CAS DE PROCEDURE D'URGENCE	Version 1
	CERTIFICAT MEDICAL D'ADMISSION <small>Loi 2011-803 du 5 juillet 2011 modifiée par la loi du 27 septembre 2013 Art L3212-3 du Code de la Santé Publique</small>	Février 2017

Je soussigné(e), Docteur médecin exerçant à certifie avoir examiné ce jour,

☐ M. ☐ Mme

Nom : Nom de naissance :

Prénom : Né(e) le :

Lieu de naissance :

Domicilié(e) :

- Les troubles mentaux et les caractéristiques de la maladie du patient sont les suivants :
- Expliquer en quoi le risque d'atteinte à l'intégrité du patient vous paraît d'une gravité justifiant le recours à cette procédure exceptionnelle :
- Préciser en quoi l'état de santé du patient nécessite des soins immédiats assortis d'une surveillance constante en milieu hospitalier :
- Préciser pourquoi il est impossible pour le patient de donner son consentement aux soins :

Ses troubles rendant impossible son consentement, ☐ M. ☐ Mme doit être admis(e) à l'Etablissement Public de Santé Mentale de la Vallée de l'Arve – 74800 - La Roche sur Foron, conformément à l'article L3212.3 du Code de la Santé Publique, dans le cadre de soins psychiatriques à la demande d'un tiers en cas de procédure d'urgence.

A ma connaissance, je ne suis ni parent, ni allié, au quatrième degré inclusivement, ni du directeur de l'établissement d'accueil, ni de la personne ayant demandé l'hospitalisation, ni du patient à admettre en soins.

Fait à :

Le : à heures

Signature (tampon + numéro RPPS)

Mentions obligatoires

Nom + Prénom du médecin
Lieu d'exercice du médecin

Identité complète du patient

Bien remplir les 4 points

Bien préciser en quoi il y a un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade

Indiquer à nouveau le nom du patient

Lieu, date et heure
Signature, tampon et N°RPPS

La qualité de tiers

(procédure normale ou urgence)

Le tiers signataire en cas de procédure normale ou d'urgence peut être :

- Un membre de la famille du malade (pas d'ordre prioritaire – pas les enfants mineurs)
- Une personne justifiant de l'existence de relations avec le malade antérieures à la demande de soins, et lui donnant qualité pour agir dans l'intérêt de celui-ci ⇨ ami, tuteur, curateur, etc.

Les conditions d'entrée en soins en cas de

péril imminent

(Art. L3212-1 II 2° du CSP)

- Un seul certificat médical qui constate l'existence, à la date d'admission, d'un péril imminent pour la santé de la personne ⇒ **bien préciser dans le certificat le péril imminent pour la santé du patient.** Exemple: tentative de suicide ⇒ décrire les faits

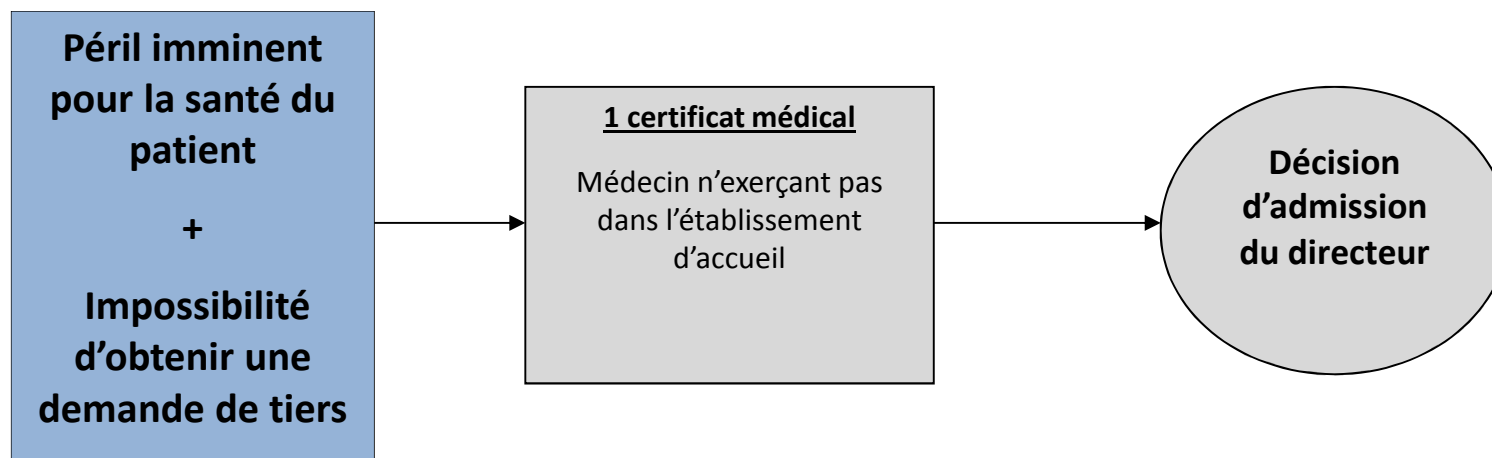
Certificat médical rédigé obligatoirement par un médecin non salarié de l'établissement d'accueil

- Impossibilité d'obtenir une demande d'un tiers (cette notion doit être indiquée et détaillée dans le certificat)

Exemple: pas de famille car patient isolé socialement, ou refus de la famille de remplir la demande de tiers, etc.

SPDT procédure péril imminent

Article L 3212-1 II 2° CSP





SOINS PSYCHIATRIQUES SANS DEMANDE D'UN TIERS EN CAS DE PERIL IMMINENT CERTIFICAT MEDICAL D'ADMISSION <small>Loi 2011-803 du 5 juillet 2011 modifiée par la loi du 27 septembre 2013 Article L 3212-1-II-2 du Code de la Santé Publique</small>	Version 2
	Février 2017

Je soussigné(e), Docteur médecin exerçant à certifie avoir examiné ce jour, ☐

☐ M. ☐ Mme

Nom : Nom de naissance :

Prénom : Né(e) le :

Lieu de naissance :

Domicilié(e) :

- Les troubles mentaux et les caractéristiques de la maladie du patient sont les suivantes:
- Préciser en quoi l'état de santé du patient nécessite des soins immédiats assortis d'une surveillance constante en milieu hospitalier :
- Préciser pourquoi il est impossible pour le patient de donner son consentement aux soins :
- Le péril est imminent pour la santé du patient pour les raisons suivantes :
- Expliquer pourquoi il est impossible d'obtenir une demande de tiers :

Ses troubles rendant impossible son consentement, ☐ M. ☐ Mme doit être admis(e) à l'Etablissement Public de Santé Mentale de la Vallée de l'Arve - 74800 - La Roche sur Foron, conformément à l'article L3212-1-II-2 du Code de la Santé Publique, dans le cadre de soins psychiatriques en cas de péril imminent.

A ma connaissance, je ne suis ni parent ni allié, au quatrième degré inclusivement, ni du directeur de l'établissement d'accueil, ni du patient à admettre en soins.

Fait à :

Le : à heures

Signature (tampon + numéro RPPS)

Mentions obligatoires

Nom + Prénom du médecin
Lieu d'exercice du médecin

Identité complète du patient

Bien remplir les 5 points

Bien préciser le péril imminent pour la santé du patient

Bien décrire les démarches effectuées et expliquer pourquoi il n'y a pas de demande de tiers (patient isolé socialement, refus de la famille de remplir le document, etc.)

Indiquer à nouveau le nom du patient

Lieu, date et heure
Signature, tampon et N°RPPS

LA PROCÉDURE DE PRISE EN CHARGE DU PATIENT SUR DÉCISION DU PRÉFET

L'entrée dans les soins sans consentement

Les modes d'entrée:

- Soins sur décision directe du Préfet
- Soins sur décision provisoire du Maire

Soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat:

Direct Préfet

(Art. L3213-1 du CSP)

Motifs requis:

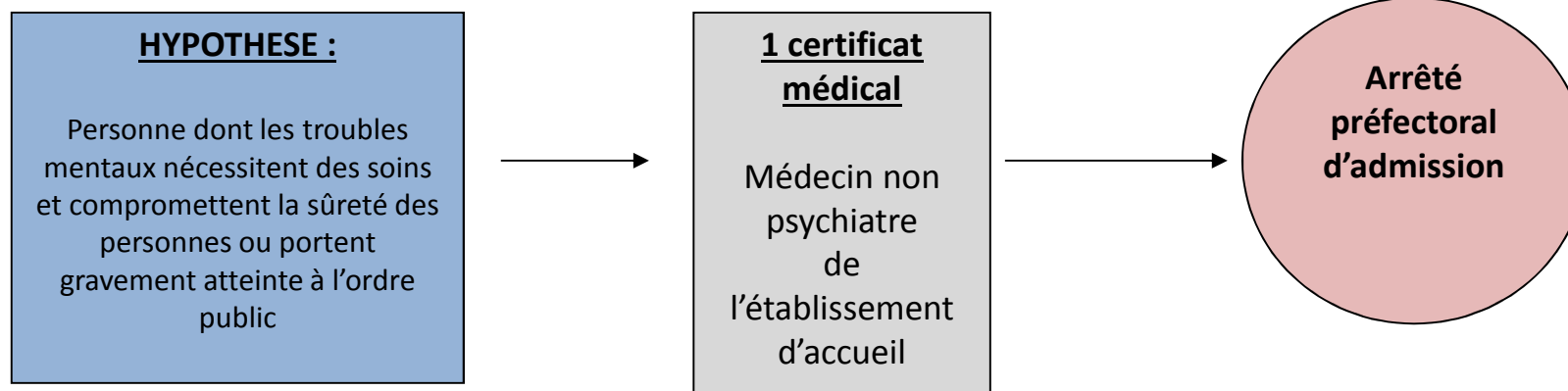
Les troubles mentaux présentés par le malade :

■ Nécessitent des soins

■ Compromettent la sûreté des personnes ou portent atteinte de façon grave à l'ordre public

SPDRE Direct Préfet

Article L 3213-1 CSP



Soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat

Sur arrêté provisoire du Maire

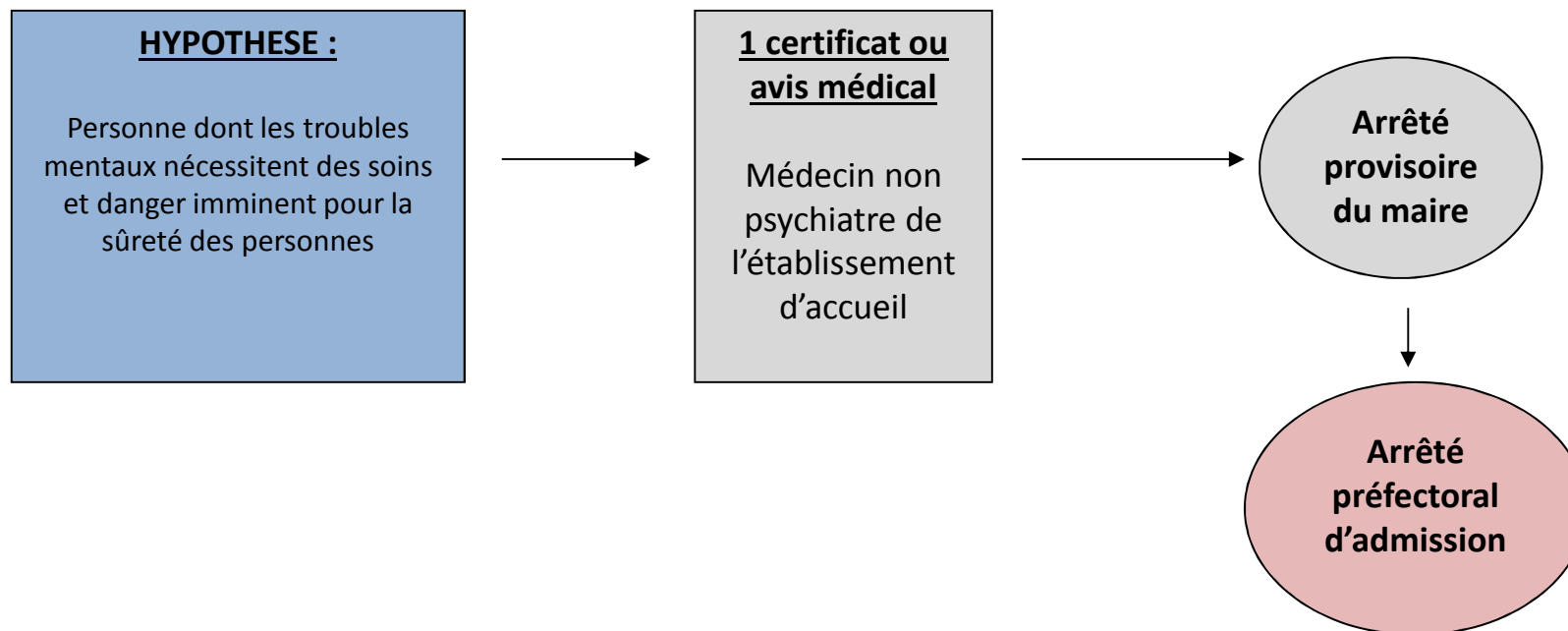
(Art. L3213-2 du CSP)

Procédure en cas de danger imminent:

En cas de danger imminent pour la sûreté des personnes, le médecin atteste par un avis ou un certificat médical de la dangerosité du patient,

Soins sur arrêté provisoire du Maire

Article L 3213-2 CSP





**SOINS PSYCHIATRIQUES SUR DECISION DU REPRESENTANT DE
L'ETAT**

CERTIFICAT MEDICAL D'ADMISSION

Loi 2011-803 du 5 juillet 2011
Articles L3213-1 et L3213-2 du Code de la Santé Publique

Je soussigné(e), Docteur
Médecin exerçant à
certifie avoir examiné le
☐ M ☐ Mme

Nom : Nom de naissance :

Prénom :

Né(e) le : Lieu de naissance :

Domicilié(e) :

Et avoir constaté :

Les troubles mentaux du patient compromettent la sûreté des personnes ou portent atteinte de façon grave à l'ordre public et nécessitent des soins immédiats assortis d'une surveillance constante en milieu hospitalier.

M, Mme

doit être admis(e) à l'Etablissement Public de Santé Mentale de la Vallée de l'Arve – 74800 - La Roche sur Foron en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat conformément à l'article L 3213.1 du Code de la Santé Publique.

« Le patient a été informé de la forme de sa prise en charge, ainsi que de ses droits, voies de recours et garanties. Ses observations ont été recueillies. »

Fait à :

Le : à heures

Signature (tampon + numéro RPPS)

Mentions obligatoires

Nom + Prénom
Lieu d'exercice

Identité complète du patient

Indiquer les caractéristiques de la maladie et décrire les faits et **notamment le trouble à l'ordre public**

Indiquer à nouveau le nom du patient

Lieu, date et heure
Signature, tampon et N°RPPS

QUELQUES JURISPRUDENCES RENDUES PAR LE JUGE DES LIBERTES ET DE LA DETENTION (JLD) A L'EPSM DE LA ROCHE SUR FORON

JURISPRUDENCE JLD

Péril imminent non caractérisé dans le certificat d'admission

En l'espèce, le certificat médical initial fait état de « propos décousus, incohérents et délirants » et d'une hétéro-agressivité possible, sans à aucun moment caractériser les attitudes susceptibles de mettre le patient en péril ou son opposition aux soins.

Si la situation sociale précaire de l'intéressé, mentionnée dans ledit certificat, semble relever d'une mesure de protection, type curatelle, ou de l'action des services sociaux, une telle situation ne peut justifier à elle-seule une hospitalisation sous contrainte dans le cadre d'une procédure de péril imminent, dès lors que l'immédiateté d'un danger pour l'intégrité physique du patient n'est pas caractérisée.

Par conséquent, les éléments constitutifs d'un péril imminent pour la personne n'étant pas caractérisés, l'utilisation de cette procédure d'hospitalisation permettant de se dispenser d'un certificat médical n'est pas justifiée et elle porte inévitablement atteinte aux droits du patient hospitalisé sous contrainte, et qui sollicite à l'audience la levée de la mesure par l'intermédiaire de son conseil..

⇒ **Ordonnance de mainlevée**

JURISPRUDENCE JLD

Péril imminent non caractérisé dans le certificat d'admission

En l'espèce, si le certificat médical d'admission mentionne l'impossibilité de trouver un tiers, il ne caractérise pas, en revanche, l'immédiateté du danger auquel se serait trouvée confrontée la patiente.

En effet, le certificat médical initial se contente de mentionner un « *comportement incohérent avec troubles de persécution amorcée* » (les autres mentions étant illisibles si ce n'est l'expression « *passive agressive* »), sans à aucun moment caractériser les attitudes susceptibles de mettre la patiente en péril ou son opposition aux soins.

Il semble d'ailleurs, à la lecture des autres pièces médicales, que l'hospitalisation de l'intéressée a été principalement motivée par son attitude menaçante sur la voie publique avec le port d'une arme blanche, ce qui caractérise un risque hétéro-agressif qui relève d'une autre procédure d'hospitalisation.

Par conséquent, les éléments constitutifs d'un péril imminent pour la personne n'étant pas caractérisés, l'utilisation de cette procédure d'hospitalisation permettant de se dispenser d'un certificat médical n'est pas justifiée et elle porte inévitablement atteinte aux droits du patient hospitalisé sous contrainte, et qui sollicite à l'audience la levée de la mesure.

⇒ Ordonnance de mainlevée

JURISPRUDENCE JLD

Procédure de péril imminent: absence de la mention de recherche d'un tiers dans le certificat d'admission

Sur le certificat médical initial :

En l'espèce le certificat médical mentionne que l'intéressée présente un haut risque suicidaire, après avoir appris le décès de sa fille par immolation.

Le médecin a ainsi estimé que la patiente adoptait des conduites dangereuses susceptibles de mettre sa vie en danger, ce qui caractérise suffisamment le risque grave d'atteinte à l'intégrité physique du patient.

Il n'y a donc pas d'irrégularités sur ce point.

Sur l'absence de tiers :

Le certificat initial n'indique pas les démarches entreprises en recherche de tiers. Or, force est de constater que les éléments du dossier démontrent l'existence d'un tiers, en l'espèce et a minima, **l'autre fille de Madame, qui aurait été susceptible de signer une demande de tiers au moment de l'hospitalisation de sa mère.**

Il ressort de cet élément qu'il y a une irrégularité à ce titre.

Cette absence de recherche de tiers porte nécessairement atteinte aux droits fondamentaux de la personne à laquelle est imposée une restriction de sa liberté et qui sollicite par ailleurs la mainlevée de la mesure.

Par conséquent, et sans que cela signifie aucunement que les soins contraints ne soient pas nécessaires, notamment eu égard aux troubles décrits dans les pièces médicales postérieures à l'admission, il y a lieu de lever cette hospitalisation complète,

⇒ **Ordonnance de mainlevée**

JURISPRUDENCE JLD

Urgence non caractérisée dans le certificat d'admission

Le certificat médical d'admission, fait état de *propos délirants, d'agitation psychomotrice et de refus de soins*.

Il doit être constaté que **le certificat médical ne fait pas ressortir qu'il existe un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade**, le rapide diagnostic laconiquement réalisé par le médecin évoquant des troubles généraux sans dire en quoi ces troubles seraient éventuellement susceptibles de porter atteinte à l'intégrité du patient.

Cette imprécision dans l'absence de démonstration d'atteinte à l'intégrité du malade portent nécessairement atteinte aux droits fondamentaux de la personne à laquelle est imposée une restriction de sa liberté et qui sollicite par ailleurs la mainlevée de la mesure.

Par conséquent, et sans que cela signifie aucunement que les soins contraints ne soient pas nécessaires, notamment eu égard aux troubles décrits dans les pièces médicales postérieures à l'admission, il y a lieu de lever cette hospitalisation complète.

⇒ Ordonnance de mainlevée

JURISPRUDENCE JLD

Urgence non caractérisée dans le certificat d'admission

S'agissant d'une procédure exceptionnelle, le certificat médical susvisé doit, conformément aux recommandations de la Haute Autorité de Santé (Modalités de prise de décision concernant l'indication en urgence d'une hospitalisation sans consentement d'une personne présentant des troubles mentaux – Avril 2005) et aux dispositions légales susvisées, comporter une description précise des symptômes évoquant l'existence de troubles mentaux et faire apparaître clairement le risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade.

En l'espèce, le certificat médical initial se contente de constater un « syndrome dissociatif chez une patiente psychotique en rupture de soins » et de remplir de manière manuscrite le nom de la patiente sur une formule préimprimée mentionnant « l'état de présente un risque grave pour son intégrité » sans décrire précisément les attitudes ou comportements de la patiente susceptibles de l'exposer à un risque d'atteinte grave à son intégrité physique.

L'insuffisance manifeste de ce certificat médical, sur la base duquel l'intéressée a été admise en hospitalisation complète, porte à l'évidence atteinte aux droits de cette dernière qui ne pouvait être hospitalisée dans ces conditions

⇒ Ordonnance de mainlevée

JURISPRUDENCE JLD

Procédure normale: 2 certificats identiques dans leur contenu

Sur les certificats médicaux initiaux :

En l'espèce, **les certificats médicaux sont identiques dans leur contenu**, si bien qu'il apparaît que **le second médecin a recopié celui du premier**.

En réalité, **ce « copié-collé » revient à n'avoir en procédure qu'un seul et même certificat**, ce qui est pour le moins problématique par rapport à l'exigence légale de 2 certificats distincts.

Il y a donc une irrégularité sur ce point

Cette irrégularité porte nécessairement atteinte aux droits fondamentaux de la personne à laquelle est imposée une restriction de sa liberté et qui sollicite par ailleurs la mainlevée de la mesure.

Par conséquent, et sans que cela signifie aucunement que les soins contraints ne soient pas nécessaires, notamment eu égard aux troubles décrits dans les pièces médicales postérieures à l'admission, il y a lieu de lever cette hospitalisation complète

⇒ Ordonnance de mainlevée

JURISPRUDENCE JLD

SPDRE: absence de précisions concernant le trouble à l'ordre public

Sur le certificat médical initial :

En l'espèce le certificat médical mentionne sans autre précision :

- hétéro-agressivité,
- refus de soins,
- propos délirants à composante mystique.

Les termes de l'article L. 3213-1 sus-visé, deux conditions cumulatives de fond doivent être réunies, pour que l'admission en soins soit régulière :

- l'existence de troubles mentaux nécessitant des soins,
- des troubles compromettant la sûreté des personnes ou portant atteinte, de façon grave, à l'ordre public.

Il doit être constaté que par son aspect minimaliste, imprécis et laconique, le certificat d'admission ne remplit pas ces conditions, et plus particulièrement n'explique pas en quoi l'intéressé, par son comportement, compromet la sûreté des personnes ou porte atteinte à l'ordre public.

Ce caractère insuffisamment précis du certificat d'admission du patient porte nécessairement atteinte aux droits fondamentaux de la personne à laquelle est imposée une restriction de sa liberté et qui sollicite par ailleurs la mainlevée de la mesure.

⇒ Ordonnance de mainlevée

JURISPRUDENCE JLD

SPDRE: absence de précisions concernant le trouble à l'ordre public

Sur le certificat médical initial :

En l'espèce le certificat médical mentionne le nom du Docteur, sans qu'il soit indiqué nulle part où ce praticien exerce ni à quel titre. Il n'est ainsi pas démontré que ce médecin ne fasse pas partie de l'établissement d'accueil.

En second lieu, ce certificat, à la limite de la lisibilité, fait les constats suivants :

- *discours délirant de type persécutif, paranoïaque*
- *agressivité verbale*
- *(illisible)*
- *désordre à l'ordre public*
- *menace de mort verbale*

Force est de constater, à la lecture de ce document, qu'il **n'est pas établi en quoi l'intéressé compromet la sûreté des personnes, l'agressivité restant « verbale » à en lire le certificat.**

Par ailleurs, **il ne suffit pas d'indiquer qu'il y a eu « désordre à l'ordre public » pour caractériser un trouble à l'ordre public.** Encore faut-il, même sommairement, préciser le comportement de l'intéressé qui permet de constater ce trouble grave à l'ordre public, et ne pas se contenter d'une formule générale.

Il y a donc une irrégularité sur ce point.

⇒ Ordonnance de mainlevée

La rédaction du certificat: quelques grandes lignes (Docteur REVIL)